

dont je me suis servi, il y a quelque temps, savoir : que je "pourrais faire marcher la milice, avec le plan que j'avais en vue, au premier son de la trompette." Néanmoins il ne faut pas que cette expression alarme le moins du monde. Le gouvernement n'a pas l'intention de faire marcher inutilement la milice à la frontière, ni même de détourner de leurs occupations les hommes qui seront inscrits sur les rôles de service, sans une nécessité absolue. Organiser la milice sur un pied efficace, ce n'est pas provoquer la guerre ; c'est prudemment se mettre en garde contre un danger éloigné peut-être, mais possible. D'ailleurs il n'est pas improbable que, pour des années à venir, le seul devoir que la milice de service aura à remplir sera celui de comparaître à la revue annuelle et rien de plus.

D'un autre côté, lorsque la chose devient nécessaire, ce n'est pas tout de réunir des hommes, de leur faire connaître les officiers qui doivent les commander, il faut pourvoir à leur instruction. Ce sujet de la plus haute importance, si digne de considération, n'était pas facile à résoudre. D'abord, *en temps de paix, dans les cas ordinaires*, serait-il raisonnable de soustraire à ses occupations journalières, un sixième de la population la plus active de la province pour lui enseigner les éléments de l'art militaire ? Je crois que la grande majorité des personnes réfléchies et pensantes, répondra que non. Mais si la guerre est à vos portes, s'il y a apparence de danger, sans que ce danger soit néanmoins imminent, la question se trouve naturellement changée. Doit-on, en ce cas, se préparer un peu, faire quelque chose ? Je crois qu'il est indispensable de faire quelque chose... c'est très-bien, mais me demandera-t-on tout naturellement, que faut-il faire ?

Avons-nous les moyens d'exercer pendant quinze, vingt, trente jours et plus longtemps même, cinquante à soixante mille hommes ? Je ne le pense pas ; la dépense serait très-grande sans obtenir un avantage équivalent, et cela indépendamment de la perte réelle que souffrirait la province entière par le chômage des occupations profitables. Pour réunir en camps d'exercice et de manœuvres, une force aussi considérable, il faudrait pourvoir à tout l'appareil indispensable à une armée régulière : commissariat, organisation de transports, tentes, etc., etc., etc. L'état de guerre seul pourrait justifier une semblable dépense. Si donc d'un côté nous ne pouvons faire de trop grands sacrifices et que de l'autre nous admettions qu'il serait imprudent de n'en faire aucun, il faut donc tâcher d'adopter un terme moyen. Ce terme moyen me paraît la